



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، مراسيم
قرارات وآراء، مقررات، منشورات، إعلانات وبلاعات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

(TRADUCTION FRANÇAISE)

ABONNEMENT ANNUEL	Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie	ETRANGER (Pays autres que le Maghreb)	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT WWW.JORADP.DZ Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE Les Vergers, Bir-Mourad Raïs, BP 376 ALGER-GARE Tél : 023.41.18.89 à 92 Fax : 023.41.18.76 C.C.P. 3200-50 Clé 68 ALGER BADR : Rib 00 300 060000201930048 ETRANGER : (Compte devises) BADR : 003 00 060000014720242
	1 An	1 An	
Edition originale.....	1090,00 D.A	2675,00 D.A	
Edition originale et sa traduction.....	2180,00 D.A	5350,00 D.A (Frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 14,00 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 28,00 dinars.

Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne

SOMMAIRE**DECRETS**

Décret présidentiel n° 25-04 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la Présidence de la République.....	6
Décret présidentiel n° 25-05 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines.....	7
Décret présidentiel n° 25-06 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil de la Nation.....	9
Décret présidentiel n° 25-07 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Assemblée Populaire Nationale.....	11
Décret présidentiel n° 25-08 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour constitutionnelle.....	13
Décret présidentiel n° 25-09 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême.....	15
Décret présidentiel n° 25-10 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat.....	17
Décret présidentiel n° 25-11 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature.....	19
Décret exécutif n° 25-12 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier ministre.....	21
Décret exécutif n° 25-13 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables.....	23
Décret exécutif n° 25-14 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.....	26
Décret exécutif n° 25-15 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux	29

SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 25-16 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des finances.....	31
Décret exécutif n° 25-17 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants droit	34
Décret exécutif n° 25-18 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs	36
Décret exécutif n° 25-19 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	38
Décret exécutif n° 25-20 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale	40
Décret exécutif n° 25-21 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels	42
Décret exécutif n° 25-22 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la culture et des arts	44
Décret exécutif n° 25-23 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse	46
Décret exécutif n° 25-24 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des sports	48
Décret exécutif n° 25-25 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications	50
Décret exécutif n° 25-26 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme	52
Décret exécutif n° 25-27 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique	54

SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 25-28 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche	56
Décret exécutif n° 25-29 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville.....	59
Décret exécutif n° 25-30 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations	61
Décret exécutif n° 25-31 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national	63
Décret exécutif n° 25-32 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la communication	65
Décret exécutif n° 25-33 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base	67
Décret exécutif n° 25-34 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique	69
Décret exécutif n° 25-35 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des transports	72
Décret exécutif n° 25-36 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre du tourisme et de l'artisanat	74
Décret exécutif n° 25-37 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la santé	76
Décret exécutif n° 25-38 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale	78
Décret exécutif n° 25-39 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement	81

SOMMAIRE (suite)

Décret exécutif n° 25-40 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie	83
Décret exécutif n° 25-41 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises.....	85
Décret exécutif n° 25-42 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes.....	87
Décret exécutif n° 25-43 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.....	89
Décret exécutif n° 25-44 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Autorité nationale indépendante des élections.....	91
Décret exécutif n° 25-45 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental.....	93
Décret exécutif n° 25-46 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Haut conseil islamique.....	95
Décret exécutif n° 25-47 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe.....	97
Décret exécutif n° 25-48 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil National des Droits de l'Homme.....	99
Décret exécutif n° 25-49 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies.....	101
Décret exécutif n° 25-50 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies.....	103
Décret exécutif n° 25-51 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile.....	105
Décret exécutif n° 25-52 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse.....	107

DECRETS

Décret présidentiel n° 25-04 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la Présidence de la République.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de soixante-huit milliards cinq cent soixante-treize millions cent dix mille dinars (68.573.110.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de soixante-quatorze milliards quatre cent treize millions neuf cent quatorze mille dinars (74.413.914.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la Présidence de la République, sont répartis conformément à l'état annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Décret présidentiel n° 25-05 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de soixante-douze milliards cent soixante-dix-neuf millions trois cent quatre-vingt-dix mille dinars (72.179.390.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de soixante-quatorze milliards cinq cent cinquante-sept millions trois cent quatre-vingt-dix mille dinars (74.557.390.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Activité diplomatique et consulaire	30 076 244 000	30 076 244 000	10 254 000 000	10 254 000 000	8 384 300 000	10 762 300 000	7 638 703 000	7 638 703 000	56 353 247 000	58 731 247 000
Diplomatie et relations extérieures	18 051 492 000	18 051 492 000	7 254 000 000	7 254 000 000	8 293 000 000	10 671 000 000	7 478 527 000	7 478 527 000	41 077 019 000	43 455 019 000
Affaires consulaires et communauté nationale à l'étranger	12 024 752 000	12 024 752 000	3 000 000 000	3 000 000 000	91 300 000	91 300 000	160 176 000	160 176 000	15 276 228 000	15 276 228 000
Administration générale	3 452 000 000	3 452 000 000	1 511 000 000	1 511 000 000	10 000 000	10 000 000	10 853 143 000	10 853 143 000	15 826 143 000	15 826 143 000
Gestion du ministère	—	—	11 000 000	11 000 000	—	—	—	—	11 000 000	11 000 000
Soutien administratif	3 452 000 000	3 452 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	10 000 000	10 000 000	10 853 143 000	10 853 143 000	15 815 143 000	15 815 143 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la communauté nationale à l'étranger et des affaires africaines	33 528 244 000	33 528 244 000	11 765 000 000	11 765 000 000	8 394 300 000	10 772 300 000	18 491 846 000	18 491 846 000	72 179 390 000	74 557 390 000

Décret présidentiel n° 25-06 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil de la Nation.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre milliards cent millions de dinars (4.100.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre milliards cent millions de dinars (4.100.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil de la Nation, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — La répartition de ces crédits par le présent décret, vaut ordonnancement aux comptes du Conseil de la Nation.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du Président du Conseil de la Nation

En DA

Dotation spécifique	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Législation et contrôle de l'action du Gouvernement	3 091 809 000	3 091 809 000	1 008 191 000	1 008 191 000	—	—	—	—	4 100 000 000	4 100 000 000
Total des crédits mis à la disposition du Président du Conseil de la Nation	3 091 809 000	3 091 809 000	1 008 191 000	1 008 191 000	—	—	—	—	4 100 000 000	4 100 000 000

Décret présidentiel n° 25-07 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Assemblée Populaire Nationale.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Jomada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit milliards de dinars (8.000.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit milliards de dinars (8.000.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Assemblée Populaire Nationale, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — La répartition de ces crédits par le présent décret, vaut ordonnancement aux comptes de l'Assemblée Populaire Nationale.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du Président de l'Assemblée Populaire Nationale

En DA

Dotation spécifique	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Législation et contrôle de l'action du Gouvernement	5 637 072 000	5 637 072 000	2 361 928 000	2 361 928 000	—	—	1 000 000	1 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000
Total des crédits mis à la disposition du Président de l'Assemblée Populaire Nationale	5 637 072 000	5 637 072 000	2 361 928 000	2 361 928 000	—	—	1 000 000	1 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000

Décret présidentiel n° 25-08 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour constitutionnelle.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de sept cent quatre-vingt millions cinq cent quarante mille dinars (780.540.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de neuf cent six millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille dinars (906.984.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour constitutionnelle, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — La répartition de ces crédits par le présent décret, vaut ordonnancement aux comptes de la Cour constitutionnelle.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du Président de la Cour constitutionnelle

En DA

Dotation spécifique	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Cour constitutionnelle	493 853 000	493 853 000	268 751 000	268 751 000	—	126 444 000	17 936 000	17 936 000	780 540 000	906 984 000
Total des crédits mis à la disposition du Président de la Cour constitutionnelle	493 853 000	493 853 000	268 751 000	268 751 000	—	126 444 000	17 936 000	17 936 000	780 540 000	906 984 000

Décret présidentiel n° 25-09 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trois milliards huit cent quatre-vingt-quatre millions sept cent douze mille dinars (3.884.712.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinq milliards huit cent quatre-vingt-quatre millions sept cent douze mille dinars (5.884.712.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Contrôle et évaluation des décisions judiciaires et unification de la jurisprudence	3 506 712 000	3 506 712 000	378 000 000	378 000 000	—	2 000 000 000	—	—	3 884 712 000	5 884 712 000
Activité judiciaire	3 506 712 000	3 506 712 000	378 000 000	378 000 000	—	2 000 000 000	—	—	3 884 712 000	5 884 712 000
Total des crédits mis à la disposition du Premier Président de la Cour suprême	3 506 712 000	3 506 712 000	378 000 000	378 000 000	—	2 000 000 000	—	—	3 884 712 000	5 884 712 000

Décret présidentiel n° 25-10 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard trois cent trente-et-un millions quatre cent quatorze mille dinars (1.331.414.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard trois cent quarante-six millions six cent quatorze mille dinars (1.346.614.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat

ETAT ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Conseil d'Etat	1 182 694 000	1 182 694 000	148 620 000	148 620 000	—	15 200 000	100 000	100 000	1 331 414 000	1 346 614 000
Régulation de l'activité juridictionnelle administrative et compétences consultatives	—	—	88 662 000	88 662 000	—	—	100 000	100 000	88 762 000	88 762 000
Administration générale	1 182 694 000	1 182 694 000	59 958 000	59 958 000	—	15 200 000	—	—	1 242 652 000	1 257 852 000
Total des crédits mis à la disposition du Président du Conseil d'Etat	1 182 694 000	1 182 694 000	148 620 000	148 620 000	—	15 200 000	100 000	100 000	1 331 414 000	1 346 614 000

Décret présidentiel n° 25-11 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 91-7° et 141 (alinéa 1er) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinq cent dix millions de dinars (510.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trois cent dix millions de dinars (310.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Abdelmadjid TEBBOUNE.

ETAT ANNEXE
Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Assurer l'indépendance de la justice	130 000 000	130 000 000	80 000 000	80 000 000	300 000 000	100 000 000	—	—	510 000 000	310 000 000
Gestion des sessions du Conseil	21 000 000	21 000 000	32 500 000	32 500 000	—	—	—	—	53 500 000	53 500 000
Administration générale	109 000 000	109 000 000	47 500 000	47 500 000	300 000 000	100 000 000	—	—	456 500 000	256 500 000
Total des crédits mis à la disposition du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature	130 000 000	130 000 000	80 000 000	80 000 000	300 000 000	100 000 000	—	—	510 000 000	310 000 000

Décret exécutif n° 25-12 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier ministre.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatorze milliards onze millions cinq-cent dix-huit mille dinars (14.011.518.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quarante-et-un milliards sept cent trente millions quatre-vingt-dix mille dinars (41.730.090.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Premier ministre, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition des services du Premier ministre

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Activité du Premier ministre	1 523 015 000	1 523 015 000	1 087 490 000	1 087 490 000	340 500 000	468 322 000	8 862 000 000	36 052 750 000	11 813 005 000	39 131 577 000
Gestion, coordination et suivi de l'activité du Gouvernement	1 472 235 000	1 472 235 000	736 990 000	736 990 000	328 500 000	328 500 000	—	—	2 537 725 000	2 537 725 000
Soutien technique	50 780 000	50 780 000	350 500 000	350 500 000	12 000 000	139 822 000	8 862 000 000	36 052 750 000	9 275 280 000	36 593 852 000
Fonction publique et réforme administrative	2 050 000 000	2 050 000 000	89 513 000	89 513 000	59 000 000	459 000 000	—	—	2 198 513 000	2 598 513 000
Fonction publique	—	—	16 840 000	16 840 000	20 000 000	20 000 000	—	—	36 840 000	36 840 000
Réforme administrative	—	—	1 355 000	1 355 000	—	—	—	—	1 355 000	1 355 000
Soutien administratif	2 050 000 000	2 050 000 000	71 318 000	71 318 000	39 000 000	439 000 000	—	—	2 160 318 000	2 560 318 000
Total des crédits mis à la disposition des services du Premier ministre	3 573 015 000	3 573 015 000	1 177 003 000	1 177 003 000	399 500 000	927 322 000	8 862 000 000	36 052 750 000	14 011 518 000	41 730 090 000

Décret exécutif n° 25-13 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent soixante-et-onze milliards quatre-vingt-dix-sept millions quatre-vingt mille dinars (171.097.080.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent soixante-dix-huit milliards deux cent cinquante-neuf millions cinq cent cinquante mille dinars (178.259.550.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Electricité, gaz et énergies nouvelles	—	—	6 000 000	6 000 000	27 145 000 000	33 306 478 000	70 820 433 000	69 055 925 000	97 971 433 000	102 368 403 000
Electrification	—	—	1 000 000	1 000 000	5 750 000 000	6 011 125 000	7 000 000 000	7 000 000 000	12 751 000 000	13 012 125 000
Distribution publique du gaz	—	—	2 000 000	2 000 000	4 250 000 000	5 633 353 000	10 000 000 000	10 000 000 000	14 252 000 000	15 635 353 000
Programmes spéciaux de l'électricité et du gaz	—	—	1 000 000	1 000 000	—	5 809 000 000	24 616 925 000	24 616 925 000	24 617 925 000	30 426 925 000
Energies nouvelles	—	—	1 000 000	1 000 000	17 145 000 000	15 853 000 000	6 203 508 000	4 439 000 000	23 349 508 000	20 293 000 000
Soutien de l'Etat à la facturation de l'électricité	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	23 000 000 000	23 000 000 000	23 001 000 000	23 001 000 000
Mines	—	—	19 000 000	19 000 000	—	1 305 000 000	2 054 813 000	2 054 813 000	2 073 813 000	3 378 813 000
Mines et carrières	—	—	3 000 000	3 000 000	—	—	1 200 000 000	1 200 000 000	1 203 000 000	1 203 000 000
Ressources minières	—	—	3 000 000	3 000 000	—	1 305 000 000	800 000 000	800 000 000	803 000 000	2 108 000 000
Développement minier	—	—	13 000 000	13 000 000	—	—	54 813 000	54 813 000	67 813 000	67 813 000

ETAT ANNEXE (suite)

En Da

Intitulés des programmes et sous-programmes	Tire 1 : Dépenses de personnel		Tire 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Tire 3 : Dépenses d'investissement		Tire 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Compensation au titre du dessalement de l'eau de mer	—	—	3 000 000	3 000 000	—	—	63 000 000 000	63 000 000 000	63 003 000 000	63 003 000 000
Compensation au titre du dessalement de l'eau de mer	—	—	3 000 000	3 000 000	—	—	63 000 000 000	63 000 000 000	63 003 000 000	63 003 000 000
Maîtrise de l'énergie et énergies renouvelables	—	—	28 891 000	28 891 000	16 500 000	1 477 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 045 391 000	3 505 891 000
Maîtrise de l'énergie	—	—	2 000 000	2 000 000	—	23 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 002 000 000	2 025 000 000
Energies renouvelables	—	—	26 891 000	26 891 000	16 500 000	1 454 000 000	—	—	43 391 000	1 480 891 000
Administration générale	4 890 000 000	4 890 000 000	297 678 000	297 678 000	—	—	815 765 000	815 765 000	6 003 443 000	6 003 443 000
Gestion du ministère	—	—	297 678 000	297 678 000	—	—	815 765 000	815 765 000	1 113 443 000	1 113 443 000
Soutien administratif	4 890 000 000	4 890 000 000	—	—	—	—	—	—	4 890 000 000	4 890 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre d'Etat, ministre de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables	4 890 000 000	4 890 000 000	354 569 000	354 569 000	27 161 500 000	36 088 478 000	138 691 011 000	136 926 503 000	171 097 080 000	178 259 550 000

Décret exécutif n° 25-14 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille trois cent soixante-cinq milliards huit cent trente-quatre millions quatre-vingt-six mille dinars (1.365.834.086.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille trois cent quatre-vingt-neuf milliards cent trente-neuf millions cinq cent quatre-vingt-six mille dinars (1.389.139.586.000 DA), ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

**Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire**

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Libertés publiques et circulation des personnes et des biens	—	—	11 317 655 000	11 317 655 000	—	1 300 000 000	25 000 000	25 000 000	11 342 655 000	12 642 655 000
Mouvement associatif et vie politique	—	—	31 755 000	31 755 000	—	—	25 000 000	25 000 000	56 755 000	56 755 000
Etat de circulation des personnes et des biens	—	—	120 000 000	120 000 000	—	—	—	—	120 000 000	120 000 000
Identité, titres et documents sécurisés	—	—	11 062 000 000	11 062 000 000	—	1 300 000 000	—	—	11 062 000 000	12 362 000 000
Numérisation du service public	—	—	103 900 000	103 900 000	—	—	—	—	103 900 000	103 900 000
Soutien aux collectivités locales	—	—	696 272 000	696 272 000	—	—	620 000 000 000	620 000 000 000	620 696 272 000	620 696 272 000
Missions dévolues aux collectivités locales	—	—	15 000 000	15 000 000	—	—	500 000 000 000	500 000 000 000	500 015 000 000	500 015 000 000
Appui au développement socio-économique des collectivités locales	—	—	681 272 000	681 272 000	—	—	120 000 000 000	120 000 000 000	120 681 272 000	120 681 272 000
Aménagement du territoire	—	—	35 748 000	35 748 000	72 000 000	348 500 000	25 000 000	25 000 000	132 748 000	409 248 000
Instruments de l'aménagement du territoire	—	—	17 343 000	17 343 000	42 000 000	194 800 000	25 000 000	25 000 000	84 343 000	237 143 000
Développement et attractivité du territoire	—	—	18 405 000	18 405 000	30 000 000	153 700 000	—	—	48 405 000	172 105 000

ETAT ANNEXE (suite)

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Sûreté nationale	448 500 000 000	448 500 000 000	42 396 000 000	42 396 000 000	21 134 100 000	36 041 500 000	3 600 000 000	3 600 000 000	515 630 100 000	530 537 500 000
Soutien administratif et logistique central et régional	448 500 000 000	448 500 000 000	9 887 850 000	9 887 850 000	4 300 000 000	8 405 000 000	—	—	462 687 850 000	466 792 850 000
Sécurité, ordre public, prévention et intervention	—	—	30 258 150 000	30 258 150 000	13 111 300 000	19 775 100 000	—	—	43 369 450 000	50 033 250 000
Activités socio-professionnelles	—	—	2 250 000 000	2 250 000 000	3 722 800 000	7 861 400 000	3 600 000 000	3 600 000 000	9 572 800 000	13 711 400 000
Protection civile	80 000 000 000	80 000 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	9 086 300 000	9 935 900 000	1 292 000 000	1 292 000 000	101 378 300 000	102 227 900 000
Intervention et prévention	422 000 000	422 000 000	480 000 000	480 000 000	5 764 600 000	5 582 300 000	—	—	6 666 600 000	6 484 300 000
Soutien administratif et logistique	79 578 000 000	79 578 000 000	10 520 000 000	10 520 000 000	3 321 700 000	4 353 600 000	1 292 000 000	1 292 000 000	94 711 700 000	95 743 600 000
Transmissions nationales	8 300 000 000	8 300 000 000	2 700 000 000	2 700 000 000	1 610 000 000	2 146 500 000	125 000 000	125 000 000	12 735 000 000	13 271 500 000
Réseaux des transmissions	250 000 000	250 000 000	2 654 000 000	2 654 000 000	1 610 000 000	2 146 500 000	—	—	4 514 000 000	5 050 500 000
Soutien administratif et logistique	8 050 000 000	8 050 000 000	46 000 000	46 000 000	—	—	125 000 000	125 000 000	8 221 000 000	8 221 000 000
Administration générale	61 154 500 000	61 154 500 000	4 448 000 000	4 448 000 000	10 528 300 000	15 963 800 000	27 788 211 000	27 788 211 000	103 919 011 000	109 354 511 000
Soutien administratif et logistique	60 315 000 000	60 315 000 000	4 300 000 000	4 300 000 000	9 288 300 000	13 144 800 000	27 788 211 000	27 788 211 000	101 691 511 000	105 548 011 000
Risques majeurs	118 500 000	118 500 000	17 000 000	17 000 000	125 000 000	125 000 000	—	—	260 500 000	260 500 000
Sécurité routière	721 000 000	721 000 000	131 000 000	131 000 000	1 115 000 000	2 694 000 000	—	—	1 967 000 000	3 546 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire	597 954 500 000	597 954 500 000	72 593 675 000	72 593 675 000	42 430 700 000	65 736 200 000	652 855 211 000	652 855 211 000	1 365 834 086 000	1 389 139 586 000

Décret exécutif n° 25-15 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent soixante-huit milliards neuf cent quatre-vingt-huit millions deux cent cinquante-huit mille dinars (168.988.258.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent soixante-sept milliards trois cent sept millions cent mille dinars (167.307.100.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la justice, garde des sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3: Dépenses d'investissement		Titre 4: Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Activité judiciaire	53 200 000 000	53 200 000 000	6 150 000 000	6 150 000 000	23 387 435 000	17 502 298 000	5 655 000 000	5 655 000 000	88 392 435 000	82 507 298 000
Activité judiciaire ordinaire et administrative	—	—	6 150 000 000	6 150 000 000	19 987 435 000	14 102 298 000	—	—	26 137 435 000	20 252 298 000
Soutien administratif	53 200 000 000	53 200 000 000	—	—	3 400 000 000	3 400 000 000	2 155 000 000	2 155 000 000	58 755 000 000	58 755 000 000
Fonds de la pension alimentaire	—	—	—	—	—	—	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000
Administration pénitentiaire	52 218 000 000	52 218 000 000	15 330 000 000	15 330 000 000	6 644 823 000	10 848 802 000	240 000 000	240 000 000	74 432 823 000	78 636 802 000
Conditions de détention	—	—	11 030 000 000	11 030 000 000	1 500 000 000	1 254 000 000	10 000 000	10 000 000	12 540 000 000	12 294 000 000
Réinsertion sociale	—	—	500 000 000	500 000 000	—	—	—	—	500 000 000	500 000 000
Sécurité	—	—	200 000 000	200 000 000	800 000 000	330 000 000	—	—	1 000 000 000	530 000 000
Soutien administratif	52 218 000 000	52 218 000 000	3 600 000 000	3 600 000 000	4 344 823 000	9 264 802 000	230 000 000	230 000 000	60 392 823 000	65 312 802 000
Répression de la corruption	172 000 000	172 000 000	39 000 000	39 000 000	10 000 000	10 000 000	—	—	221 000 000	221 000 000
Stratégie, appui technique et administratif	172 000 000	172 000 000	28 000 000	28 000 000	10 000 000	10 000 000	—	—	210 000 000	210 000 000
Investigations et recherches	—	—	11 000 000	11 000 000	—	—	—	—	11 000 000	11 000 000
Administration générale	859 000 000	859 000 000	3 777 000 000	3 777 000 000	1 111 000 000	1 111 000 000	195 000 000	195 000 000	5 942 000 000	5 942 000 000
Gestion du ministère	—	—	92 000 000	92 000 000	—	—	—	—	92 000 000	92 000 000
Soutien administratif	859 000 000	859 000 000	3 685 000 000	3 685 000 000	1 111 000 000	1 111 000 000	195 000 000	195 000 000	5 850 000 000	5 850 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la justice, garde des sceaux	106 449 000 000	106 449 000 000	25 296 000 000	25 296 000 000	31 153 258 000	29 472 100 000	6 090 000 000	6 090 000 000	168 988 258 000	167 307 100 000

Décret exécutif n° 25-16 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des finances.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille quatre cent trente-sept milliards douze millions trois cent quarante-deux mille dinars (1.437.012.342.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille quatre cent trente-quatre milliards six cent cinquante-deux millions cinq cent quarante-deux mille dinars (1.434.652.542.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des finances, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Les crédits non assignés à des ministères ou institutions publiques, gérés par le ministre des finances, d'un montant de deux mille cent quatre-vingt-dix-huit milliards sept cent quatre-vingt-quinze millions cinq cent mille dinars (2.198.795.500.000 DA) en autorisations d'engagement et en crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, sont imputés au titre 7 « Dépenses imprévues ».

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre des finances

En DA

ETAT ANNEXE

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Titre 5 : Charges de la dette publique		Titre 6 : Dépenses d'opérations financières		Titre 7 : Dépenses imprévues		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Tre-sor et ges-tion comptable	24 710 238 000	24 710 238 000	1 554 000 000	1 554 000 000	3 655 000 000	2 774 000 000	371 568 000 000	371 568 000 000	539 798 000 000	539 798 000 000	127 800 000 000	127 800 000 000	—	—	1 069 085 238 000	1 068 204 238 000
Ges-tion finan-cière de l'Etat	—	—	8 000 000	8 000 000	5 000 000	25 000 000	371 558 000 000	371 558 000 000	539 798 000 000	539 798 000 000	127 800 000 000	127 800 000 000	—	—	1 039 169 000 000	1 039 189 000 000
Modernisation des systèmes d'information et instruments de paiement	—	—	100 000 000	100 000 000	230 000 000	380 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	330 000 000	480 000 000
Ges-tion comptable des opé-rations du Tré-sor	—	—	26 000 000	26 000 000	—	—	10 000 000	10 000 000	—	—	—	—	—	—	36 000 000	36 000 000
Ges-tion des moyens et soutien administratif	24 710 238 000	24 710 238 000	1 420 000 000	1 420 000 000	3 420 000 000	2 369 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	29 550 238 000	28 499 238 000
Impôts	41 581 100 000	41 581 100 000	2 330 000 000	2 330 000 000	5 427 800 000	10 385 000 000	28 108 500 000	28 108 500 000	—	—	—	—	—	—	77 447 400 000	82 404 600 000
Assi-te, recou-vement et contrôle fiscal	—	—	1 850 000 000	1 850 000 000	4 667 800 000	7 985 000 000	28 108 500 000	28 108 500 000	—	—	—	—	—	—	34 626 300 000	37 943 300 000
Soutien administratif	41 581 100 000	41 581 100 000	480 000 000	480 000 000	760 000 000	2 400 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	42 821 100 000	44 461 100 000
Budget	17 308 774 000	17 308 774 000	748 000 000	748 000 000	3 049 000 000	2 144 000 000	113 875 400 000	113 875 400 000	—	—	—	—	—	—	134 081 174 000	134 076 174 000
Elaboration et suivi du budget	—	—	88 000 000	88 000 000	1 430 500 000	519 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 518 500 000	607 000 000
Contrôle de la dépense	—	—	100 000 000	100 000 000	1 618 500 000	890 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 718 500 000	990 000 000
Soutien administratif	17 308 774 000	17 308 774 000	560 000 000	560 000 000	—	735 000 000	113 875 400 000	113 875 400 000	—	—	—	—	—	—	131 744 174 000	132 479 174 000
Domai-ne national	29 149 350 000	29 149 350 000	1 700 000 000	1 700 000 000	2 183 000 000	2 099 000 000	150 000 000	150 000 000	—	—	—	—	—	—	33 182 350 000	33 098 350 000
Ges-tion des opé-rations domaniales	—	—	345 000 000	345 000 000	15 000 000	259 000 000	150 000 000	150 000 000	—	—	—	—	—	—	510 000 000	754 000 000

ETAT ANNEXE (suite)

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Titre 5 : Charges de la dette publique		Titre 6 : Dépenses d'opérations financières		Titre 7 : Dépenses imprévues		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Conservation et cadastre	—	—	325 000 000	325 000 000	—	60 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	325 000 000	385 000 000
Soutien administratif	29 149 350 000	29 149 350 000	1 030 000 000	1 030 000 000	2 168 000 000	1 780 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	32 347 350 000	31 959 350 000
Douanes	31 132 500 000	31 132 500 000	2 820 000 000	2 820 000 000	7 274 000 000	3 027 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	41 226 500 000	36 979 500 000
Recouvrement douanier	—	—	205 000 000	205 000 000	1 464 000 000	404 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 669 000 000	609 000 000
Contrôle et protection de l'économie nationale	—	—	915 000 000	915 000 000	2 200 000 000	768 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	3 115 000 000	1 683 000 000
Soutien administratif	31 132 500 000	31 132 500 000	1 700 000 000	1 700 000 000	3 610 000 000	1 855 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	36 442 500 000	34 687 500 000
Inspection des finances	1 297 105 000	1 297 105 000	228 000 000	228 000 000	360 000 000	200 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 885 105 000	1 725 105 000
Contrôle administratif des finances publiques et des capitaux marchands de l'Etat	—	—	200 000 000	200 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	200 000 000	200 000 000
Soutien administratif	1 297 105 000	1 297 105 000	28 000 000	28 000 000	360 000 000	200 000 000	—	—	—	—	—	—	—	—	1 685 105 000	1 525 105 000
Administration générale	4 031 133 000	4 031 133 000	780 000 000	780 000 000	3 640 000 000	2 600 000 000	70 753 442 000	70 753 442 000	—	—	—	—	—	—	79 204 575 000	78 164 575 000
Gestion du ministère	—	—	18 008 000	18 008 000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18 008 000	18 008 000
Soutien administratif	4 031 133 000	4 031 133 000	761 992 000	761 992 000	3 640 000 000	2 600 000 000	70 753 442 000	70 753 442 000	—	—	—	—	—	—	79 186 567 000	78 146 567 000
Crédits non assignés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 198 795 500 000	2 198 795 500 000
Crédits non assignés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2 198 795 500 000	2 198 795 500 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des Finances	149 210 200 000	149 210 200 000	10 160 000 000	10 160 000 000	25 588 800 000	23 229 000 000	584 455 342 000	584 455 342 000	539 798 000 000	539 798 000 000	127 800 000 000	127 800 000 000	2 198 795 500 000	2 198 795 500 000	3 635 807 842 000	3 633 448 042 000

Décret exécutif n° 25-17 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants droit.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent cinquante-et-un milliards six millions deux cent soixante-treize mille dinars (251.006.273.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent cinquante-et-un milliards six cent quarante-trois millions quarante-six mille dinars (251.643.046.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants droit, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des moudjahidine et des ayants droit sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants droit

En D.A

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Patrimoine historique et culturel	—	—	557 703 000	557 703 000	857 700 000	1 323 473 000	316 862 000	316 862 000	1 732 265 000	2 198 038 000
Protection des symboles et des hauts faits historiques	—	—	113 903 000	113 903 000	350 700 000	560 400 000	316 862 000	316 862 000	781 465 000	991 165 000
Recherche historique et suivi des activités muséales	—	—	443 800 000	443 800 000	507 000 000	763 073 000	—	—	950 800 000	1 206 873 000
Pensions	—	—	4 500 000	4 500 000	—	—	214 739 411 000	214 739 411 000	214 743 911 000	214 743 911 000
Invalides et recours	—	—	2 250 000	2 250 000	—	—	96 632 735 000	96 632 735 000	96 634 985 000	96 634 985 000
Ayants droit	—	—	2 250 000	2 250 000	—	—	118 106 676 000	118 106 676 000	118 108 926 000	118 108 926 000
Protection sociale	—	—	20 000 000	20 000 000	187 000 000	277 000 000	27 817 923 000	27 817 923 000	28 024 923 000	28 114 923 000
Santé des moudjahidine et des ayants droit	—	—	10 000 000	10 000 000	187 000 000	277 000 000	2 923 923 000	2 923 923 000	3 120 923 000	3 210 923 000
Promotion sociale	—	—	10 000 000	10 000 000	—	—	24 894 000 000	24 894 000 000	24 904 000 000	24 904 000 000
Administration générale	2 821 688 000	2 821 688 000	172 672 000	172 672 000	287 500 000	301 500 000	3 223 314 000	3 290 314 000	6 505 174 000	6 586 174 000
Gestion du ministère	622 525 000	622 525 000	96 595 000	96 595 000	210 000 000	210 000 000	—	—	929 120 000	929 120 000
Soutien administratif	2 199 163 000	2 199 163 000	76 077 000	76 077 000	77 500 000	91 500 000	3 223 314 000	3 290 314 000	5 576 054 000	5 657 054 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des moudjahidine et des ayants droit	2 821 688 000	2 821 688 000	754 875 000	754 875 000	1 332 200 000	1 901 973 000	246 097 510 000	246 164 510 000	251 006 273 000	251 643 046 000

Décret exécutif n° 25-18 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cinquante-six milliards six cent quarante-quatre millions deux cent trente-neuf mille dinars (56.644.239.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinquante-sept milliards sept cent trente-cinq millions trois cent quarante-et-un mille dinars (57.735.341.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses et des wakfs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Orientation religieuse et culture islamique	—	—	166 400 000	166 400 000	2 698 005 000	3 509 088 000	1 427 000 000	1 427 000 000	4 291 405 000	5 102 488 000
Orientation religieuse	—	—	17 000 000	17 000 000	—	—	87 000 000	87 000 000	104 000 000	104 000 000
Culture islamique	—	—	144 000 000	144 000 000	268 805 000	321 955 000	—	—	412 805 000	465 955 000
Communication et coopération	—	—	5 400 000	5 400 000	19 200 000	19 200 000	946 000 000	946 000 000	970 600 000	970 600 000
Lieux de culte	—	—	—	—	2 410 000 000	3 167 933 000	394 000 000	394 000 000	2 804 000 000	3 561 933 000
Formation et enseignement coranique	—	—	112 040 000	112 040 000	290 100 000	365 119 000	40 000 000	40 000 000	442 140 000	517 159 000
Formation, évaluation et recherche	—	—	6 000 000	6 000 000	—	160 000 000	—	—	6 000 000	166 000 000
Enseignement coranique	—	—	106 040 000	106 040 000	290 100 000	205 119 000	40 000 000	40 000 000	436 140 000	351 159 000
Administration générale	48 442 000 000	48 442 000 000	542 018 000	542 018 000	76 000 000	281 000 000	2 850 676 000	2 850 676 000	51 910 694 000	52 115 694 000
Gestion du ministère	609 000 000	609 000 000	—	—	70 000 000	70 000 000	—	—	679 000 000	679 000 000
Soutien administratif	47 833 000 000	47 833 000 000	542 018 000	542 018 000	6 000 000	211 000 000	2 850 676 000	2 850 676 000	51 231 694 000	51 436 694 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des affaires religieuses et des wakfs	48 442 000 000	48 442 000 000	820 458 000	820 458 000	3 064 105 000	4 155 207 000	4 317 676 000	4 317 676 000	56 644 239 000	57 735 341 000

Décret exécutif n° 25-19 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de sept cent trente-six milliards trois cent quatre-vingt-cinq millions six cent quatre-vingt-dix mille dinars (736.385.690.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de sept cent soixante-seize milliards trente-deux millions six cent quatre-vingt-dix mille dinars (776.032.690.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement et formation supérieurs	—	—	150 000 000	150 000 000	6 457 800 000	13 157 800 000	14 360 263 000	23 660 263 000	20 968 063 000	36 968 063 000
1er et 2ème cycles d'enseignement	—	—	50 000 000	50 000 000	6 457 800 000	13 157 800 000	14 360 263 000	23 660 263 000	20 868 063 000	36 868 063 000
Formation de 3ème cycle	—	—	100 000 000	100 000 000	—	—	—	—	100 000 000	100 000 000
Recherche scientifique et développement technologique	222 885 000	222 885 000	42 455 000	42 455 000	—	—	20 731 240 000	29 731 240 000	20 996 580 000	29 996 580 000
Soutien administratif à la recherche et gestion des finances	222 885 000	222 885 000	27 600 000	27 600 000	—	—	—	—	250 485 000	250 485 000
Recherche et développement	—	—	11 600 000	11 600 000	—	—	16 712 840 000	25 712 840 000	16 724 440 000	25 724 440 000
Innovation technologique	—	—	3 255 000	3 255 000	—	—	4 018 400 000	4 018 400 000	4 021 655 000	4 021 655 000
Vie estudiantine	—	—	3 500 000	3 500 000	7 941 600 000	17 596 100 000	2 359 000 000	6 509 500 000	10 304 100 000	24 109 100 000
Œuvres universitaires	—	—	1 500 000	1 500 000	7 941 600 000	17 231 100 000	2 013 000 000	6 163 500 000	9 956 100 000	23 396 100 000
Conditions de vie des étudiants	—	—	2 000 000	2 000 000	—	365 000 000	346 000 000	346 000 000	348 000 000	713 000 000
Administration générale	1 185 200 000	1 185 200 000	292 592 000	292 592 000	103 000 000	945 000 000	682 536 155 000	682 536 155 000	684 116 947 000	684 958 947 000
Gestion du ministère	—	—	35 840 000	35 840 000	—	—	—	—	35 840 000	35 840 000
Soutien administratif	1 185 200 000	1 185 200 000	256 752 000	256 752 000	103 000 000	945 000 000	682 536 155 000	682 536 155 000	684 081 107 000	684 923 107 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 408 085 000	1 408 085 000	488 547 000	488 547 000	14 502 400 000	31 698 900 000	719 986 658 000	742 437 158 000	736 385 690 000	776 032 690 000

Décret exécutif n° 25-20 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille six cent quarante-cinq milliards deux cent cinquante-quatre millions neuf cent vingt-et-un mille dinars (1 645.254 921.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille sept cent seize milliards cent soixante-quatorze millions neuf cent vingt-et-un mille dinars (1 716 174 921 000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Enseignement	—	—	—	—	64 731 661 000	134 719 351 000	40 376 021 000	40 376 021 000	105 107 682 000	175 095 372 000
Enseignement préparatoire et primaire	—	—	—	—	16 748 479 000	36 209 846 000	5 270 521 000	5 270 521 000	22 019 000 000	41 480 367 000
Enseignement moyen normal et spécifique et à distance	—	—	—	—	27 578 235 000	54 580 048 000	21 373 550 000	21 373 550 000	48 951 785 000	75 953 598 000
Enseignement secondaire nor- mal, spécifique et à distance	—	—	—	—	20 404 947 000	43 929 457 000	13 731 950 000	13 731 950 000	34 136 897 000	57 661 407 000
Formation	—	—	957 000 000	957 000 000	952 223 000	235 000 000	—	—	1 909 223 000	1 192 000 000
Formation en cours d'emploi et spécialisée	—	—	957 000 000	957 000 000	952 223 000	235 000 000	—	—	1 909 223 000	1 192 000 000
Vie scolaire et transferts so- ciaux	—	—	96 000 000	96 000 000	2 091 840 000	5 205 000 000	9 917 457 000	9 917 457 000	12 105 297 000	15 218 457 000
Vie scolaire	—	—	—	—	1 437 333 000	3 547 600 000	1 642 410 000	1 642 410 000	3 079 743 000	5 190 010 000
Transferts sociaux	—	—	96 000 000	96 000 000	654 507 000	1 657 400 000	8 275 047 000	8 275 047 000	9 025 554 000	10 028 447 000
Administration générale	1 506 708 182 000	1 506 708 182 000	824 509 000	824 509 000	3 422 500 000	4 958 873 000	15 177 528 000	12 177 528 000	1 526 132 719 000	1 524 669 092 000
Gestion du ministère	1 116 768 000	1 116 768 000	96 927 000	96 927 000	40 000 000	147 805 000	—	—	1 253 695 000	1 361 500 000
Soutien administratif	1 505 591 414 000	1 505 591 414 000	727 582 000	727 582 000	3 382 500 000	4 811 068 000	15 177 528 000	12 177 528 000	1 524 879 024 000	1 523 307 592 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale	1 506 708 182 000	1 506 708 182 000	1 877 509 000	1 877 509 000	71 198 224 000	145 118 224 000	65 471 006 000	62 471 006 000	1 645 254 921 000	1 716 174 921 000

Décret exécutif n° 25-21 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent six milliards six cent un millions six cent soixante-dix-neuf mille dinars (106.601.679.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent dix-huit milliards cent vingt-cinq millions cent quatre-vingt-dix-sept mille dinars (118.125.197.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Formation professionnelle	—	—	261 934 000	261 934 000	2 861 735 000	13 069 596 000	9 880 000	9 880 000	3 133 549 000	13 341 410 000
Formation professionnelle initiale	—	—	245 934 000	245 934 000	2 801 735 000	12 978 341 000	—	—	3 047 669 000	13 224 275 000
Formation professionnelle continue et à distance	—	—	8 000 000	8 000 000	—	—	9 880 000	9 880 000	17 880 000	17 880 000
Ingenierie pédagogique de la formation professionnelle	—	—	8 000 000	8 000 000	60 000 000	91 255 000	—	—	68 000 000	99 255 000
Enseignement professionnel	—	—	24 000 000	24 000 000	60 000 000	306 000 000	—	—	84 000 000	330 000 000
Enseignement professionnel	—	—	15 000 000	15 000 000	60 000 000	306 000 000	—	—	75 000 000	321 000 000
Ingenierie pédagogique de l'enseignement professionnel	—	—	9 000 000	9 000 000	—	—	—	—	9 000 000	9 000 000
Administration générale	4 886 500 000	4 886 500 000	593 000 000	593 000 000	294 275 000	2 060 932 000	97 610 355 000	96 913 355 000	103 384 130 000	104 453 787 000
Gestion du ministère	586 500 000	586 500 000	130 000 000	130 000 000	—	—	—	—	716 500 000	716 500 000
Soutien administratif	4 300 000 000	4 300 000 000	463 000 000	463 000 000	294 275 000	2 060 932 000	97 610 355 000	96 913 355 000	102 667 630 000	103 737 287 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels	4 886 500 000	4 886 500 000	878 934 000	878 934 000	3 216 010 000	15 436 528 000	97 620 235 000	96 923 235 000	106 601 679 000	118 125 197 000

Décret exécutif n° 25-22 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la culture et des arts.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trente-sept milliards neuf cent quatre-vingt-et-un millions cent quatre-vingt-trois mille dinars (37.981.183.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quarante-et-un milliards cinq cent cinquante-quatre millions sept cent cinquante-sept mille dinars (41.554.757.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la culture et des arts, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la culture et des arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la culture et des arts

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Arts et lettres	—	—	200 200 000	200 200 000	2 426 306 000	3 687 680 000	4 790 462 000	4 790 462 000	7 416 968 000	8 678 342 000
Livre et lecture publique	—	—	—	—	176 500 000	665 374 000	442 200 000	442 200 000	618 700 000	1 107 574 000
Création et diffusion du produit culturel et artistique	—	—	200 200 000	200 200 000	2 249 806 000	3 022 306 000	4 348 262 000	4 348 262 000	6 798 268 000	7 570 768 000
Patrimoine culturel	—	—	—	—	1 466 000 000	3 449 600 000	1 024 000 000	1 024 000 000	2 490 000 000	4 473 600 000
Protection, valorisation et exploitation du patrimoine culturel	—	—	—	—	528 000 000	807 500 000	1 024 000 000	1 024 000 000	1 552 000 000	1 831 500 000
Restauration du patrimoine culturel	—	—	—	—	938 000 000	2 642 100 000	—	—	938 000 000	2 642 100 000
Administration générale	5 089 214 000	5 089 214 000	354 450 000	354 450 000	1 120 000	400 820 000	22 629 431 000	22 558 331 000	28 074 215 000	28 402 815 000
Gestion du ministère	988 539 000	988 539 000	183 738 000	183 738 000	—	125 000 000	52 000 000	52 000 000	1 224 277 000	1 349 277 000
Soutien administratif	4 100 675 000	4 100 675 000	170 712 000	170 712 000	1 120 000	275 820 000	22 577 431 000	22 506 331 000	26 849 938 000	27 053 538 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la culture et des arts	5 089 214 000	5 089 214 000	554 650 000	554 650 000	3 893 426 000	7 538 100 000	28 443 893 000	28 372 793 000	37 981 183 000	41 554 757 000

Décret exécutif n° 25-23 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trente-et-un milliards treize millions six cent quatre-vingt-quatorze mille dinars (31 013 694 000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trente-deux milliards trois cent soixante-deux millions neuf cent vingt-huit mille dinars (32 362 928 000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

**Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse**

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement		
Jeunesse	—	—	67 405 000	67 405 000	6 472 664 000	7 821 898 000	2 694 195 000	2 694 195 000	9 234 264 000	10 583 498 000
Promotion de l'animation socio-éducative	—	—	31 000 000	31 000 000	73 383 000	1 129 583 000	76 600 000	76 600 000	180 983 000	1 237 183 000
Partenariat et établissements de jeunes	—	—	31 000 000	31 000 000	6 383 153 000	5 919 187 000	72 000 000	72 000 000	6 486 153 000	6 022 187 000
Tourisme et loisirs de jeunes	—	—	5 405 000	5 405 000	16 128 000	773 128 000	2 545 595 000	2 545 595 000	2 567 128 000	3 324 128 000
Administration générale	1 010 884 000	1 010 884 000	68 000 000	68 000 000	166 000 000	166 000 000	20 534 546 000	20 534 546 000	21 779 430 000	21 779 430 000
Gestion du ministère	—	—	68 000 000	68 000 000	9 000 000	9 000 000	—	—	77 000 000	77 000 000
Soutien administratif	1 010 884 000	1 010 884 000	—	—	157 000 000	157 000 000	20 534 546 000	20 534 546 000	21 702 430 000	21 702 430 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse	1 010 884 000	1 010 884 000	135 405 000	135 405 000	6 638 664 000	7 987 898 000	23 228 741 000	23 228 741 000	31 013 694 000	32 362 928 000

Décret exécutif n° 25-24 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des sports.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre-vingt-trois milliards six cent quatre-vingt-neuf millions cent soixante-treize mille dinars (83.689.173.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre-vingt-onze milliards trois cent quatre-vingt-onze millions six cent trente-neuf mille dinars (91.391.639.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des sports, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des sports

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Sports	—	—	63 721 000	63 721 000	18 301 938 000	24 738 508 000	3 091 900 000	3 091 900 000	21 457 559 000	27 894 129 000
Jeunes talents, sportifs d'élite et de haut niveau	—	—	26 721 000	26 721 000	10 542 707 000	8 874 552 000	1 831 900 000	1 831 900 000	12 401 328 000	10 733 173 000
Promotion du sport pour tous et en milieux éducatif et spécialisé	—	—	31 000 000	31 000 000	3 578 632 000	9 016 160 000	40 000 000	40 000 000	3 649 632 000	9 087 160 000
Vie associative, établissements sportifs et l'éthique sportive	—	—	6 000 000	6 000 000	4 180 599 000	6 847 796 000	1 220 000 000	1 220 000 000	5 406 599 000	8 073 796 000
Administration générale	43 242 032 000	43 242 032 000	556 000 000	556 000 000	720 500 000	1 986 396 000	17 713 082 000	17 713 082 000	62 231 614 000	63 497 510 000
Gestion du ministère	—	—	68 000 000	68 000 000	108 000 000	108 000 000	—	—	176 000 000	176 000 000
Soutien administratif	43 242 032 000	43 242 032 000	488 000 000	488 000 000	612 500 000	1 878 396 000	17 713 082 000	17 713 082 000	62 055 614 000	63 321 510 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des sports	43 242 032 000	43 242 032 000	619 721 000	619 721 000	19 022 438 000	26 724 904 000	20 804 982 000	20 804 982 000	83 689 173 000	91 391 639 000

Décret exécutif n° 25-25 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de douze milliards neuf cent quatre-vingt-dix-sept millions six cent trente-cinq mille dinars (12.997.635.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quinze milliards six cent quatre-vingt-dix millions deux cent soixante-cinq mille dinars (15.690.265.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la poste et des télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement des services postaux	—	—	6 500 000	6 500 000	—	—	8 500 000 000	8 500 000 000	8 506 500 000	8 506 500 000
Développement de l'activité postale	—	—	4 860 000	4 860 000	—	—	8 500 000 000	8 500 000 000	8 504 860 000	8 504 860 000
Développement des services financiers postaux	—	—	1 640 000	1 640 000	—	—	—	—	1 640 000	1 640 000
Développement des télécommunications	—	—	8 700 000	8 700 000	30 000 000	1 067 630 000	—	—	38 700 000	1 076 330 000
Développement et la sécurisation des infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC)	—	—	7 250 000	7 250 000	30 000 000	1 067 630 000	—	—	37 250 000	1 074 880 000
Développement des activités liées à la radiocommunication et des équipements sensibles des télécommunications	—	—	1 450 000	1 450 000	—	—	—	—	1 450 000	1 450 000
Edification de la société algérienne de l'information	—	—	5 000 000	5 000 000	—	200 000 000	—	—	5 000 000	205 000 000
Développement et promotion du contenu national, des services en ligne et généralisation des usages	—	—	2 500 000	2 500 000	—	—	—	—	2 500 000	2 500 000
Mise en place et la promotion d'un environnement de confiance pour l'utilisation des nouvelles technologies	—	—	2 500 000	2 500 000	—	200 000 000	—	—	2 500 000	202 500 000
Administration générale	3 258 835 000	3 258 835 000	106 600 000	106 600 000	160 000 000	1 615 000 000	922 000 000	922 000 000	4 447 435 000	5 902 435 000
Gestion du ministère	—	—	1 600 000	1 600 000	—	—	—	—	1 600 000	1 600 000
Soutien administratif	3 258 835 000	3 258 835 000	105 000 000	105 000 000	160 000 000	1 615 000 000	922 000 000	922 000 000	4 445 835 000	5 900 835 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la poste et des télécommunications	3 258 835 000	3 258 835 000	126 800 000	126 800 000	190 000 000	2 882 630 000	9 422 000 000	9 422 000 000	12 997 635 000	15 690 265 000

Décret exécutif n° 25-26 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Jomada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Jomada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent quarante-trois milliards sept cent cinquante-quatre millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille dinars (243.754.297.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent quarante-quatre milliards six-cent soixante-dix-sept millions vingt-cinq mille dinars (244.677.025.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme
En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Personnes aux besoins spécifiques	—	—	500 000	500 000	348 000 000	1 200 047 000	1 450 116 000	1 450 116 000	1 798 616 000	2 650 663 000
Protection et insertion des personnes aux besoins spécifiques	—	—	500 000	500 000	—	—	1 450 116 000	1 450 116 000	1 450 616 000	1 450 616 000
Education et enseignement spécialisés des personnes aux besoins spécifiques	—	—	—	—	348 000 000	1 200 047 000	—	—	348 000 000	1 200 047 000
Famille et condition de la femme	—	—	500 000	500 000	1 000 000	165 976 000	1 280 944 000	1 280 944 000	1 282 444 000	1 447 420 000
Protection et promotion de la famille et de la femme	—	—	500 000	500 000	—	108 390 000	174 000 000	174 000 000	174 500 000	282 890 000
Protection de l'enfance et des personnes âgées	—	—	—	—	1 000 000	57 586 000	1 106 944 000	1 106 944 000	1 107 944 000	1 164 530 000
Développement social et action humanitaire	—	—	—	—	—	39 000 000	190 074 828 000	190 074 828 000	190 074 828 000	190 113 828 000
Développement social	—	—	—	—	—	—	188 081 000 000	188 081 000 000	188 081 000 000	188 081 000 000
Mouvement associatif et action humanitaire	—	—	—	—	—	39 000 000	1 993 828 000	1 993 828 000	1 993 828 000	2 032 828 000
Administration générale	10 265 463 000	10 265 463 000	293 014 000	293 014 000	34 800 000	229 700 000	40 005 132 000	39 676 937 000	50 598 409 000	50 465 114 000
Gestion du ministère	672 000 000	672 000 000	73 185 000	73 185 000	—	—	—	—	745 185 000	745 185 000
Soutien administratif	9 593 463 000	9 593 463 000	219 829 000	219 829 000	34 800 000	229 700 000	40 005 132 000	39 676 937 000	49 853 224 000	49 719 929 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme	10 265 463 000	10 265 463 000	294 014 000	294 014 000	383 800 000	1 634 723 000	232 811 020 000	232 482 825 000	243 754 297 000	244 677 025 000

Décret exécutif n° 25-27 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit milliards six cent quatre-vingt-un millions cinq cent-quinze mille dinars (8.681.515.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de dix milliards sept cent soixante-deux millions sept cent soixante-cinq mille dinars (10.762.765.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Compétitivité et développement industriels	—	—	9 900 000	9 900 000	—	—	175 396 000	175 396 000	185 296 000	185 296 000
Compétitivité industrielle	—	—	6 600 000	6 600 000	—	—	155 896 000	155 896 000	162 496 000	162 496 000
Développement industriel	—	—	3 300 000	3 300 000	—	—	19 500 000	19 500 000	22 800 000	22 800 000
Appui à l'investissement	—	—	21 326 000	21 326 000	2 688 786 000	4 770 036 000	305 059 000	305 059 000	3 015 171 000	5 096 421 000
Promotion de l'investissement	—	—	14 726 000	14 726 000	2 688 786 000	4 770 036 000	—	—	2 703 512 000	4 784 762 000
Appui à la PME	—	—	6 600 000	6 600 000	—	—	305 059 000	305 059 000	311 659 000	311 659 000
Développement et promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie	—	—	3 300 000	3 300 000	—	—	200 000 000	200 000 000	203 300 000	203 300 000
Développement et promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie	—	—	3 300 000	3 300 000	—	—	200 000 000	200 000 000	203 300 000	203 300 000
Administration générale	4 099 998 000	4 099 998 000	396 425 000	396 425 000	—	—	781 325 000	781 325 000	5 277 748 000	5 277 748 000
Gestion du ministère	—	—	3 300 000	3 300 000	—	—	—	—	3 300 000	3 300 000
Soutien administratif	4 099 998 000	4 099 998 000	393 125 000	393 125 000	—	—	781 325 000	781 325 000	5 274 448 000	5 274 448 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'industrie et de la production pharmaceutique	4 099 998 000	4 099 998 000	430 951 000	430 951 000	2 688 786 000	4 770 036 000	1 461 780 000	1 461 780 000	8 681 515 000	10 762 765 000

Décret exécutif n° 25-28 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de sept cent trente-deux milliards deux cent quatre-vingt-trois millions quatre cent trois mille dinars (732.283.403.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit cent deux milliards cent trois millions neuf cent trente-sept mille dinars (802.103.937.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

**Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche**

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Agriculture et développement rural	—	—	262 845 000	262 845 000	42 674 198 000	103 156 393 000	616 268 635 000	616 268 635 000	659 205 678 000	719 687 873 000
Développement de l'agriculture	—	—	77 715 000	77 715 000	10 034 660 000	83 265 574 000	537 118 854 000	537 118 854 000	547 231 229 000	620 462 143 000
Sécurité et qualité sanitaires des aliments	—	—	85 116 000	85 116 000	480 000 000	694 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000	3 765 116 000	3 979 116 000
Développement rural et gestion équilibrée et durable des territoires	—	—	100 014 000	100 014 000	32 159 538 000	19 196 819 000	75 949 781 000	75 949 781 000	108 209 333 000	95 246 614 000
Forêts	16 289 036 000	16 289 036 000	978 612 000	978 612 000	19 650 547 000	26 177 701 000	2 990 149 000	2 990 149 000	39 908 344 000	46 435 498 000
Gestion et soutien	16 289 036 000	16 289 036 000	389 614 000	389 614 000	793 830 000	1 046 318 000	2 990 149 000	2 990 149 000	20 462 629 000	20 715 117 000
Gestion durable et conservation du patrimoine	—	—	588 998 000	588 998 000	18 856 717 000	25 131 383 000	—	—	19 445 715 000	25 720 381 000
Pêche maritime	—	—	9 485 000	9 485 000	854 640 000	732 178 000	33 000 000	33 000 000	897 125 000	774 663 000
Développement des activités et infrastructures liées à la Pêche	—	—	9 485 000	9 485 000	854 640 000	732 178 000	33 000 000	33 000 000	897 125 000	774 663 000
Aquaculture	—	—	12 037 000	12 037 000	111 300 000	686 247 000	150 000 000	150 000 000	273 337 000	848 284 000

ETAT ANNEXE (suite)

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement des activités et des infrastructures liées à l'aquaculture	—	—	12 037 000	12 037 000	111 300 000	686 247 000	150 000 000	150 000 000	273 337 000	848 284 000
Contrôle des activités et de la qualité des produits de la pêche et de l'aquaculture	—	—	73 762 000	73 762 000	170 000 000	1 084 500 000	—	—	243 762 000	1 158 262 000
Contrôle des activités de la pêche et de l'aquaculture, de la salubrité des milieux et des produits halieutiques	—	—	73 762 000	73 762 000	170 000 000	1 084 500 000	—	—	243 762 000	1 158 262 000
Administration générale	18 891 176 000	18 891 176 000	693 903 000	693 903 000	269 300 000	1 713 500 000	11 900 778 000	11 900 778 000	31 755 157 000	33 199 357 000
Gestion du ministère	48 026 000	48 026 000	7 831 000	7 831 000	—	—	—	—	55 857 000	55 857 000
Gestion, intervention et soutien	18 843 150 000	18 843 150 000	686 072 000	686 072 000	269 300 000	1 713 500 000	11 900 778 000	11 900 778 000	31 699 300 000	33 143 500 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche	35 180 212 000	35 180 212 000	2 030 644 000	2 030 644 000	63 729 985 000	133 550 519 000	631 342 562 000	631 342 562 000	732 283 403 000	802 103 937 000

Décret exécutif n° 25-29 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent cinquante milliards deux cent soixante-quatre millions quatre cent quarante-et-un mille dinars (450.264.441.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cinq cent quarante milliards cinq cent soixante-douze millions deux cent quarante-neuf mille dinars (540.572.249.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,

mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Logement	—	—	131 117 000	131 117 000	67 887 123 000	156 009 223 000	193 161 000 000	193 161 000 000	67 961 647 000	156 083 747 000
Logement public locatif	—	—	74 524 000	74 524 000	67 887 123 000	156 009 223 000	—	—	67 961 647 000	156 083 747 000
Aides au logement	—	—	56 593 000	56 593 000	—	—	193 161 000 000	193 161 000 000	193 217 593 000	193 217 593 000
Urbanisme et aménagement	—	—	239 503 000	239 503 000	38 000 000 000	56 000 000 000	—	—	38 239 503 000	56 239 503 000
Urbanisme	—	—	138 884 000	138 884 000	1 000 000 000	700 000 000	—	—	1 138 884 000	838 884 000
Aménagement du foncier	—	—	100 619 000	100 619 000	37 000 000 000	55 300 000 000	—	—	37 100 619 000	55 400 619 000
Villes et villes nouvelles	—	—	2 978 000	2 978 000	28 717 632 000	28 833 340 000	258 000 000	258 000 000	28 978 610 000	29 094 318 000
Villes et villes nouvelles	—	—	2 978 000	2 978 000	28 717 632 000	28 833 340 000	258 000 000	258 000 000	28 978 610 000	29 094 318 000
Equipements publics	—	—	258 239 000	258 239 000	91 669 878 000	75 549 878 000	—	—	91 928 117 000	75 808 117 000
Equipements publics de l'éducation et de la formation	—	—	101 000 000	101 000 000	82 883 455 000	43 763 455 000	—	—	82 984 455 000	43 864 455 000
Equipements publics de sécurité et de santé	—	—	84 959 000	84 959 000	4 182 537 000	9 182 537 000	—	—	4 267 496 000	9 267 496 000
Autres équipements publics	—	—	72 280 000	72 280 000	4 603 886 000	22 603 886 000	—	—	4 676 166 000	22 676 166 000
Administration générale	29 128 300 000	29 128 300 000	367 971 000	367 971 000	2 700 000	192 700 000	440 000 000	440 000 000	29 938 971 000	30 128 971 000
Gestion du ministère	—	—	225 861 000	225 861 000	—	—	—	—	225 861 000	225 861 000
Soutien administratif	29 128 300 000	29 128 300 000	142 110 000	142 110 000	2 700 000	192 700 000	440 000 000	440 000 000	29 713 110 000	29 903 110 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville	29 128 300 000	29 128 300 000	999 808 000	999 808 000	226 277 333 000	316 585 141 000	193 859 000 000	193 859 000 000	450 264 441 000	540 572 249 000

Décret exécutif n° 25-30 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n°18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six cent cinquante-sept millions de dinars (657.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de six cent cinquante-sept millions de dinars (657.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations

ETAT ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4: Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Encadrement des échanges commerciaux et promotion des exportations	—	—	52 000 000	52 000 000	—	—	—	—	52 000 000	52 000 000
Echanges commerciaux	—	—	22 000 000	22 000 000	—	—	—	—	22 000 000	22 000 000
Promotion des exportations hors hydrocarbures	—	—	30 000 000	30 000 000	—	—	—	—	30 000 000	30 000 000
Administration générale	280 000 000	280 000 000	42 000 000	42 000 000	—	—	283 000 000	283 000 000	605 000 000	605 000 000
Gestion du ministère	—	—	12 000 000	12 000 000	—	—	—	—	12 000 000	12 000 000
Soutien administratif	280 000 000	280 000 000	30 000 000	30 000 000	—	—	283 000 000	283 000 000	593 000 000	593 000 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre du commerce extérieur et de la promotion des exportations	280 000 000	280 000 000	94 000 000	94 000 000	—	—	283 000 000	283 000 000	657 000 000	657 000 000

Décret exécutif n° 25-31 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent vingt-cinq milliards quatre-vingt-douze millions quatre-vingt-treize mille dinars (125.092.093.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent vingt-cinq milliards quatre cent vingt-quatre millions cent quatre-vingt-treize mille dinars (125.424.193.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Régulation et promotion de la concurrence	—	—	36 464 000	36 464 000	51 000 000	80 000 000	102 054 000 000	102 054 000 000	102 141 464 000	102 170 464 000
Régulation des marchés	—	—	34 464 000	34 464 000	51 000 000	80 000 000	101 900 000 000	101 900 000 000	101 985 464 000	102 014 464 000
Organisation des activités commerciales	—	—	2 000 000	2 000 000	—	—	154 000 000	154 000 000	156 000 000	156 000 000
Protection du consommateur	—	—	171 486 000	171 486 000	1 297 400 000	1 716 500 000	35 000 000	35 000 000	1 503 886 000	1 922 986 000
Analyse et contrôle de la qualité	—	—	85 196 000	85 196 000	824 500 000	1 306 000 000	35 000 000	35 000 000	944 696 000	1 426 196 000
Contrôle des pratiques commerciales	—	—	86 290 000	86 290 000	472 900 000	410 500 000	—	—	559 190 000	496 790 000
Administration générale	18 884 615 000	18 884 615 000	542 378 000	542 378 000	682 000 000	566 000 000	1 337 750 000	1 337 750 000	21 446 743 000	21 330 743 000
Gestion du ministère	—	—	12 000 000	12 000 000	—	—	—	—	12 000 000	12 000 000
Soutien administratif	18 884 615 000	18 884 615 000	530 378 000	530 378 000	682 000 000	566 000 000	1 337 750 000	1 337 750 000	21 434 743 000	21 318 743 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre du commerce intérieur et de la régulation du marché national	18 884 615 000	18 884 615 000	750 328 000	750 328 000	2 030 400 000	2 362 500 000	103 426 750 000	103 426 750 000	125 092 093 000	125 424 193 000

Décret exécutif n° 25-32 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la communication.

— — — — —
Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux milliards quatre cents millions trois cent quatre-vingt-trois mille dinars (2.400.383.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trois milliards huit cent millions huit cent quatre-vingt-trois mille dinars (3.800.883.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la communication, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025,
mis à la disposition du ministre de la communication

ETAT ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Médias et communication institutionnelle	—	—	12 024 000	12 024 000	150 000 000	150 000 000	1 678 900 000	2 261 400 000	1 840 924 000	2 423 424 000
Médias	—	—	8 484 000	8 484 000	150 000 000	150 000 000	7 400 000	7 400 000	165 884 000	165 884 000
Communication institutionnelle	—	—	3 540 000	3 540 000	—	—	1 671 500 000	2 254 000 000	1 675 040 000	2 257 540 000
Administration générale	439 620 000	439 620 000	59 839 000	59 839 000	—	818 000 000	60 000 000	60 000 000	559 459 000	1 377 459 000
Gestion du ministère	—	—	5 839 000	5 839 000	—	—	—	—	5 839 000	5 839 000
Soutien administratif	439 620 000	439 620 000	54 000 000	54 000 000	—	818 000 000	60 000 000	60 000 000	553 620 000	1 371 620 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la communication	439 620 000	439 620 000	71 863 000	71 863 000	150 000 000	968 000 000	1 738 900 000	2 321 400 000	2 400 383 000	3 800 883 000

Décret exécutif n° 25-33 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent quatre-vingt-neuf milliards cinq cent cinquante-quatre millions quatre-vingt-treize mille dinars (189.554.093.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de sept cent dix milliards cent cinquante-six millions sept cent cinquante-huit mille dinars (710.156.758.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics et des infrastructures de base sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base

ETAT ANNEXE

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Infrastructures routières et autoroutières	—	—	147 530 000	147 530 000	124 554 464 000	197 655 329 000	303 000 000	303 000 000	125 004 994 000	198 105 859 000
Développement des infrastructures routières	—	—	56 210 000	56 210 000	19 155 464 000	46 448 634 000	288 000 000	288 000 000	19 499 674 000	46 792 844 000
Entretien routier	—	—	90 820 000	90 820 000	65 000 000 000	51 206 695 000	15 000 000	15 000 000	65 105 820 000	51 312 515 000
Développement et entretien des autoroutes	—	—	500 000	500 000	40 399 000 000	100 000 000 000	—	—	40 399 500 000	100 000 500 000
Infrastructures aéroportuaires	—	—	14 879 000	14 879 000	898 500 000	3 541 500 000	—	—	913 379 000	3 556 379 000
Développement des infrastructures aéroportuaires	—	—	6 736 000	6 736 000	512 500 000	3 206 500 000	—	—	519 236 000	3 213 236 000
Maintenance des infrastructures aéroportuaires	—	—	8 143 000	8 143 000	386 000 000	335 000 000	—	—	394 143 000	343 143 000
Infrastructures maritimes	—	—	10 310 000	10 310 000	1 036 630 000	41 867 430 000	—	—	1 046 940 000	41 877 740 000
Développement des infrastructures maritimes	—	—	5 376 000	5 376 000	420 000 000	41 273 800 000	—	—	425 376 000	41 279 176 000
Maintenance des infrastructures maritimes et signalisation	—	—	4 934 000	4 934 000	616 630 000	593 630 000	—	—	621 564 000	598 564 000
Infrastructures ferroviaires et transports guidés	—	—	1 080 000	1 080 000	36 512 000 000	440 300 000 000	—	—	36 513 080 000	440 301 080 000
Développement des infrastructures ferroviaires	—	—	540 000	540 000	29 822 000 000	397 000 000 000	—	—	29 822 540 000	397 000 540 000
Développement des infrastructures de transports guidés	—	—	540 000	540 000	6 690 000 000	43 300 000 000	—	—	6 690 540 000	43 300 540 000
Administration générale	25 316 037 000	25 316 037 000	509 663 000	509 663 000	—	240 000 000	250 000 000	250 000 000	26 075 700 000	26 315 700 000
Gestion du ministère	—	—	1 600 000	1 600 000	—	—	—	—	1 600 000	1 600 000
Soutien administratif	25 316 037 000	25 316 037 000	508 063 000	508 063 000	—	240 000 000	250 000 000	250 000 000	26 074 100 000	26 314 100 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des travaux publics et des infrastructures de base	25 316 037 000	25 316 037 000	683 462 000	683 462 000	163 001 594 000	683 604 259 000	553 000 000	553 000 000	189 554 093 000	710 156 758 000

Décret exécutif n° 25-34 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de trois cent dix milliards huit cent trente-sept millions sept cent trente-sept mille dinars (310.837.737.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de trois cent dix-huit milliards sept cent dix millions neuf cent cinquante mille dinars (318.710.950.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'hydraulique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'hydraulique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Mobilisation des ressources en eau et de la sécurité hydrique	—	—	42 699 000	42 699 000	27 190 643 000	51 755 117 000	34 940 891 000	34 940 891 000	62 174 233 000	86 738 707 000
Mobilisation des ressources en eau conventionnelles	—	—	31 010 000	31 010 000	27 190 643 000	51 255 117 000	9 940 891 000	9 940 891 000	37 162 544 000	61 227 018 000
Eau non conventionnelle	—	—	11 689 000	11 689 000	—	500 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 011 689 000	25 511 689 000
Approvisionnement en eau potable et industrielle	—	—	35 734 000	35 734 000	143 846 500 000	108 368 054 000	7 013 879 000	7 013 879 000	150 896 113 000	115 417 667 000
Adduction et réseaux de distribution en eau potable et industrielle	—	—	35 734 000	35 734 000	143 846 500 000	108 368 054 000	7 013 879 000	7 013 879 000	150 896 113 000	115 417 667 000
Hydraulique agricole	—	—	31 764 000	31 764 000	4 410 000 000	11 080 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 441 764 000	13 111 764 000
Périmètres irrigués	—	—	18 596 000	18 596 000	4 410 000 000	9 825 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	6 428 596 000	11 843 596 000

ETAT ANNEXE (suite)

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Petite et moyenne hydraulique	—	—	13 168 000	13 168 000	—	1 255 000 000	—	—	13 168 000	1 268 168 000
Assainissement et protection du milieu naturel	—	—	33 707 000	33 707 000	70 928 335 000	82 479 360 000	6 066 223 000	6 066 223 000	77 028 265 000	88 579 290 000
Réseaux d'assainissement et système d'épuration	—	—	18 506 000	18 506 000	59 712 572 000	70 185 124 000	6 066 223 000	6 066 223 000	65 797 301 000	76 269 853 000
Protection des villes contre les inondations	—	—	15 201 000	15 201 000	11 215 763 000	12 294 236 000	—	—	11 230 964 000	12 309 437 000
Administration générale	13 738 887 000	13 738 887 000	428 475 000	428 475 000	—	566 160 000	130 000 000	130 000 000	14 297 362 000	14 863 522 000
Gestion du ministère	—	—	2 997 000	2 997 000	—	—	—	—	2 997 000	2 997 000
Soutien administratif	13 738 887 000	13 738 887 000	425 478 000	425 478 000	—	566 160 000	130 000 000	130 000 000	14 294 365 000	14 860 525 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'hydraulique	13 738 887 000	13 738 887 000	572 379 000	572 379 000	246 375 478 000	254 248 691 000	50 150 993 000	50 150 993 000	310 837 737 000	318 710 950 000

Décret exécutif n° 25-35 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des transports.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quarante-deux milliards neuf cent cinquante-quatre millions deux cent vingt-six mille dinars (42.954.226.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de soixante-quinze milliards six cent trente-deux millions six cent vingt-six mille dinars (75.632.626.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des transports sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre des transports

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Mobilité et logistique	—	—	49 718 000	49 718 000	401 000 000	22 732 400 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 450 718 000	39 782 118 000
Transports routiers et logistique	—	—	43 041 000	43 041 000	301 000 000	2 250 400 000	—	—	344 041 000	2 293 441 000
Transports ferroviaires et guidés	—	—	6 677 000	6 677 000	100 000 000	20 482 000 000	17 000 000 000	17 000 000 000	17 106 677 000	37 488 677 000
Marine marchande et ports	—	—	7 573 000	7 573 000	100 000 000	390 000 000	—	—	107 573 000	397 573 000
Marine marchande	—	—	4 022 000	4 022 000	—	180 000 000	—	—	4 022 000	184 022 000
Ports	—	—	3 551 000	3 551 000	100 000 000	210 000 000	—	—	103 551 000	213 551 000
Aéronautique et météorologie	—	—	10 272 000	10 272 000	7 328 180 000	16 728 180 000	12 606 000 000	12 606 000 000	19 944 452 000	29 344 452 000
Aéronautique	—	—	6 680 000	6 680 000	7 328 180 000	16 723 180 000	12 606 000 000	12 606 000 000	19 940 860 000	29 335 860 000
Météorologie	—	—	3 592 000	3 592 000	—	5 000 000	—	—	3 592 000	8 592 000
Administration générale	4 492 000 000	4 492 000 000	132 591 000	132 591 000	—	657 000 000	826 892 000	826 892 000	5 451 483 000	6 108 483 000
Gestion du ministère	—	—	20 760 000	20 760 000	—	—	—	—	20 760 000	20 760 000
Soutien administratif	4 492 000 000	4 492 000 000	111 831 000	111 831 000	—	657 000 000	826 892 000	826 892 000	5 430 723 000	6 087 723 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre des transports	4 492 000 000	4 492 000 000	200 154 000	200 154 000	7 829 180 000	40 507 580 000	30 432 892 000	30 432 892 000	42 954 226 000	75 632 626 000

Décret exécutif n° 25-36 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre du tourisme et de l'artisanat.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six milliards soixante-douze millions cinq cent quatre-vingt-onze mille dinars (6.072.591.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de treize milliards sept cent vingt-et-un millions neuf cent quarante-sept mille dinars (13.721.947.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre du tourisme et de l'artisanat, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre du tourisme et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE
Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre du tourisme et de l'artisanat

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Tourisme	—	—	244 237 000	244 237 000	—	6 812 856 000	40 000 000	40 000 000	284 237 000	7 097 093 000
Politique et promotion du tourisme	—	—	233 206 000	233 206 000	—	—	40 000 000	40 000 000	273 206 000	273 206 000
Soutien aux projets touristiques	—	—	11 031 000	11 031 000	—	6 812 856 000	—	—	11 031 000	6 823 887 000
Artisanat et métiers	—	—	14 291 000	14 291 000	—	751 500 000	636 000 000	636 000 000	650 291 000	1 401 791 000
Pilotage et encadrement du développement de l'artisanat et des métiers	—	—	7 300 000	7 300 000	—	751 500 000	459 000 000	459 000 000	466 300 000	1 217 800 000
Promotion et amélioration des performances des acteurs	—	—	6 991 000	6 991 000	—	—	177 000 000	177 000 000	183 991 000	183 991 000
Administration générale	4 015 387 000	4 015 387 000	255 301 000	255 301 000	95 000 000	180 000 000	772 375 000	772 375 000	5 138 063 000	5 223 063 000
Gestion du ministère	—	—	12 762 000	12 762 000	—	—	—	—	12 762 000	12 762 000
Soutien administratif	4 015 387 000	4 015 387 000	242 539 000	242 539 000	95 000 000	180 000 000	772 375 000	772 375 000	5 125 301 000	5 210 301 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre du tourisme et de l'artisanat	4 015 387 000	4 015 387 000	513 829 000	513 829 000	95 000 000	7 744 356 000	1 448 375 000	1 448 375 000	6 072 591 000	13 721 947 000

Décret exécutif n° 25-37 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la santé.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de mille quatre milliards quatre cent treize millions cinq cent cinquante-quatre mille dinars (1.004.413.554.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de mille quarante milliards neuf cent quatre-vingt-douze millions cinq cent cinquante-quatre mille dinars (1.040.992.554.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la santé, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de la santé

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Prévention et soins	—	—	—	—	92 788 635 000	115 005 915 000	155 588 388 000	165 690 954 000	248 377 023 000	280 696 869 000
Prévention et soins	—	—	—	—	92 788 635 000	115 005 915 000	155 588 388 000	165 690 954 000	248 377 023 000	280 696 869 000
Formation dans le domaine de la santé	—	—	—	—	4 473 308 000	6 732 462 000	10 924 870 000	10 924 870 000	15 398 178 000	17 657 332 000
Formation dans le domaine de la santé	—	—	—	—	4 473 308 000	6 732 462 000	10 924 870 000	10 924 870 000	15 398 178 000	17 657 332 000
Formation et renforcement des compétences	—	—	—	—	4 473 308 000	6 732 462 000	10 924 870 000	10 924 870 000	15 398 178 000	17 657 332 000
Formation et renforcement des compétences	—	—	—	—	4 473 308 000	6 732 462 000	10 924 870 000	10 924 870 000	15 398 178 000	17 657 332 000
Administration générale	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	206 000 000	2 206 000 000	730 653 368 000	730 653 368 000	740 638 353 000	742 638 353 000
Administration générale	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	206 000 000	2 206 000 000	730 653 368 000	730 653 368 000	740 638 353 000	742 638 353 000
Gestion du ministère	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	206 000 000	2 206 000 000	—	—	9 984 985 000	11 984 985 000
Gestion du ministère	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	206 000 000	2 206 000 000	—	—	9 984 985 000	11 984 985 000
Soutien administratif	—	—	—	—	—	—	730 653 368 000	730 653 368 000	730 653 368 000	730 653 368 000
Soutien administratif	—	—	—	—	—	—	730 653 368 000	730 653 368 000	730 653 368 000	730 653 368 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la santé	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	97 467 943 000	123 944 377 000	897 166 626 000	907 269 192 000	1 004 413 554 000	1 040 992 554 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de la santé	8 453 455 000	8 453 455 000	1 325 530 000	1 325 530 000	97 467 943 000	123 944 377 000	897 166 626 000	907 269 192 000	1 004 413 554 000	1 040 992 554 000

Décret exécutif n° 25-38 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit cent trente-six milliards deux cent neuf millions trois cent soixante-dix-sept mille dinars (836.209.377.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de huit cent trente-six milliards trois cent neuf millions trois cent soixante-dix-sept mille dinars (836.309.377.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Inspection générale du travail	2 999 362 000	2 999 362 000	250 680 000	250 680 000	465 000 000	465 000 000	—	—	3 715 042 000	3 715 042 000
Contrôle de l'application des dispositions législatives et réglementaires du travail	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gestion administrative et financière	2 999 362 000	2 999 362 000	250 680 000	250 680 000	465 000 000	465 000 000	—	—	3 715 042 000	3 715 042 000
Soutien et promotion de l'emploi	—	—	188 556 000	188 556 000	—	100 000 000	475 081 147 000	475 081 147 000	475 269 703 000	475 369 703 000
Accès au marché de l'emploi	—	—	188 556 000	188 556 000	—	100 000 000	11 052 164 000	11 052 164 000	11 240 720 000	11 340 720 000
Dispositif d'emploi	—	—	—	—	—	—	464 028 983 000	464 028 983 000	464 028 983 000	464 028 983 000

ETAT ANNEXE (suite)

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Système de protection sociale	—	—	—	—	—	—	353 152 179 000	353 152 179 000	353 152 179 000	353 152 179 000
Mise en œuvre de la politique de sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soutien au système de sécurité sociale	—	—	—	—	—	—	353 152 179 000	353 152 179 000	353 152 179 000	353 152 179 000
Administration générale	2 916 047 000	2 916 047 000	113 560 000	113 560 000	830 000 000	830 000 000	212 846 000	212 846 000	4 072 453 000	4 072 453 000
Gestion du ministère	523 950 000	523 950 000	113 560 000	113 560 000	830 000 000	830 000 000	26 000 000	26 000 000	1 493 510 000	1 493 510 000
Soutien administratif	2 392 097 000	2 392 097 000	—	—	—	—	186 846 000	186 846 000	2 578 943 000	2 578 943 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale	5 915 409 000	5 915 409 000	552 796 000	552 796 000	1 295 000 000	1 395 000 000	828 446 172 000	828 446 172 000	836 209 377 000	836 309 377 000

Décret exécutif n° 25-39 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement.

— — — — —
Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six cent treize millions de dinars (613.000.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de six cent vingt-deux millions de dinars (622.000.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre des relations avec le Parlement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Renforcement des relations entre le Gouvernement et le Parlement	120 400 000	120 400 000	11 564 000	11 564 000	—	9 000 000	—	—	131 964 000	140 964 000
Suivi du travail parlementaire	86 049 000	86 049 000	10 164 000	10 164 000	—	9 000 000	—	—	96 213 000	105 213 000
Etude de textes législatifs et réglementaires	34 351 000	34 351 000	1 400 000	1 400 000	—	—	—	—	35 751 000	35 751 000
Administration générale	246 600 000	246 600 000	51 436 000	51 436 000	8 000 000	8 000 000	175 000 000	175 000 000	481 036 000	481 036 000
Gestion du ministère	97 428 000	97 428 000	2 271 000	2 271 000	—	—	—	—	99 699 000	99 699 000
Soutien administratif	149 172 000	149 172 000	49 165 000	49 165 000	8 000 000	8 000 000	175 000 000	175 000 000	381 337 000	381 337 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre des relations avec le Parlement	367 000 000	367 000 000	63 000 000	63 000 000	8 000 000	17 000 000	175 000 000	175 000 000	613 000 000	622 000 000

Décret exécutif n° 25-40 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de six milliards six cent douze millions deux cent quatre-vingt-dix mille dinars (6.612.290.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de onze milliards cent quarante-et-un millions neuf cent quatre-vingt-dix mille dinars (11.141.990.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie

En DA

Initiales des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Environnement et développement durable	—	—	88 583 000	88 583 000	1 827 000 000	6 356 700 000	125 080 000	125 080 000	2 040 663 000	6 570 363 000
Environnement urbain et industriel	—	—	29 555 000	29 555 000	1 328 500 000	6 228 200 000	77 080 000	77 080 000	1 435 135 000	6 334 835 000
Biodiversité et changement climatique	—	—	19 486 000	19 486 000	498 500 000	128 500 000	—	—	517 986 000	147 986 000
Education et sensibilisation environnementale	—	—	39 542 000	39 542 000	—	—	48 000 000	48 000 000	87 542 000	87 542 000
Administration générale	4 108 157 000	4 108 157 000	150 670 000	150 670 000	16 000 000	16 000 000	296 800 000	296 800 000	4 571 627 000	4 571 627 000
Gestion du ministère	—	—	50 189 000	50 189 000	—	—	—	—	50 189 000	50 189 000
Soutien administratif	4 108 157 000	4 108 157 000	100 481 000	100 481 000	16 000 000	16 000 000	296 800 000	296 800 000	4 521 438 000	4 521 438 000
Total des crédits mis à la disposition de la ministre de l'environnement et de la qualité de la vie	4 108 157 000	4 108 157 000	239 253 000	239 253 000	1 843 000 000	6 372 700 000	421 880 000	421 880 000	6 612 290 000	11 141 990 000

Décret exécutif n° 25-41 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 24-374 du 16 Joumada El Oula 1446 correspondant au 18 novembre 2024 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de dix-neuf milliards six cent quarante-sept millions huit cent vingt-huit mille dinars (19.647.828.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de dix-neuf milliards six cent quarante-sept millions huit cent vingt-huit mille dinars (19.647.828.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de l'économie de la connaissance, des start-up et de l'entrepreneuriat	—	—	9 650 000	9 650 000	—	—	19 275 000 000	19 275 000 000	19 284 650 000	19 284 650 000
Promotion de l'économie de la connaissance et des start-up	—	—	6 650 000	6 650 000	—	—	275 000 000	275 000 000	281 650 000	281 650 000
Promotion de l'entrepreneuriat et de la créativité	—	—	3 000 000	3 000 000	—	—	19 000 000 000	19 000 000 000	19 003 000 000	19 003 000 000
Administration générale	233 978 000	233 978 000	32 860 000	32 860 000	—	—	96 340 000	96 340 000	363 178 000	363 178 000
Gestion du ministère	—	—	1 000 000	1 000 000	—	—	—	—	1 000 000	1 000 000
Soutien administratif	233 978 000	233 978 000	31 860 000	31 860 000	—	—	96 340 000	96 340 000	362 178 000	362 178 000
Total des crédits mis à la disposition du ministre de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises	233 978 000	233 978 000	42 510 000	42 510 000	—	—	19 371 340 000	19 371 340 000	19 647 828 000	19 647 828 000

Décret exécutif n° 25-42 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard six cent quatre-vingt-et-un millions cinq cent quatre-vingt-six mille dinars (1.681.586.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard six cent cinquante-quatre millions cinq cent quinze mille dinars (1.654.515.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le Président de la Cour des comptes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de la Cour des comptes

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Contrôle du patrimoine et des fonds publics	1 322 000 000	1 322 000 000	146 086 000	146 086 000	210 000 000	182 929 000	3 500 000	3 500 000	1 681 586 000	1 654 515 000
Vérification et jugement des comptes de gestion	355 390 000	355 390 000	—	—	—	—	—	—	355 390 000	355 390 000
Contrôle de la qualité de gestion, de l'exécution de la loi de finances et l'évaluation des programmes publics	506 094 000	506 094 000	—	—	—	—	—	—	506 094 000	506 094 000
Administration générale	460 516 000	460 516 000	146 086 000	146 086 000	210 000 000	182 929 000	3 500 000	3 500 000	820 102 000	793 031 000
Total des crédits mis à la disposition du Président de la Cour des comptes	1 322 000 000	1 322 000 000	146 086 000	146 086 000	210 000 000	182 929 000	3 500 000	3 500 000	1 681 586 000	1 654 515 000

Décret exécutif n° 25-43 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent millions quatre cent quatre vingt mille dinars (400.480.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre cent cinquante millions quatre cent quatre vingt mille dinars (450.480.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Prévention et lutte contre la corruption	300 000 000	300 000 000	90 000 000	90 000 000	10 000 000	60 000 000	480 000	480 000	400 480 000	450 480 000
Formation, sensibilisation, prévention et lutte contre la corruption	90 000 000	90 000 000	27 000 000	27 000 000	—	—	480 000	480 000	117 480 000	117 480 000
Administration générale	210 000 000	210 000 000	63 000 000	63 000 000	10 000 000	60 000 000	—	—	283 000 000	333 000 000
Total des crédits mis à la disposition de la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption	300 000 000	300 000 000	90 000 000	90 000 000	10 000 000	60 000 000	480 000	480 000	400 480 000	450 480 000

Décret exécutif n° 25-44 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Autorité nationale indépendante des élections.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre milliards six cent quatre-vingt-et-onze millions cent quatre-vingt mille dinars (4.691.180.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre milliards quatre-vingt-et-onze millions cent quatre-vingt mille dinars (4.091.180.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025 mis à la disposition du Président de l'Autorité nationale indépendante des élections, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le Président de l'Autorité nationale indépendante des élections sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président de l'Autorité nationale indépendante des élections

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Préparation, organisation, gestion et supervision de l'ensemble des opérations électorales et référendaires	1 943 836 000	1 943 836 000	696 000 000	696 000 000	2 051 344 000	1 451 344 000	—	—	4 691 180 000	4 091 180 000
Préparation de l'ensemble des opérations électorales et référendaires	—	—	104 000 000	104 000 000	—	—	—	—	104 000 000	104 000 000
Organisation, gestion et supervision de l'ensemble des opérations électorales et référendaires	—	—	196 000 000	196 000 000	—	—	—	—	196 000 000	196 000 000
Révision ordinaire des listes électorales	—	—	46 000 000	46 000 000	—	—	—	—	46 000 000	46 000 000
Administration générale	1 943 836 000	1 943 836 000	350 000 000	350 000 000	2 051 344 000	1 451 344 000	—	—	4 345 180 000	3 745 180 000
Total des crédits mis à la disposition du Président de l'Autorité nationale indépendante des élections	1 943 836 000	1 943 836 000	696 000 000	696 000 000	2 051 344 000	1 451 344 000	—	—	4 691 180 000	4 091 180 000

Décret exécutif n° 25-45 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décrète :

Article. 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de huit cent quatre-vingt-sept millions cent trente-neuf mille dinars (887.139.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de neuf cent dix-sept millions cent trente-neuf mille dinars (917.139.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et la présidente du Conseil national économique, social et environnemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dialogue, concertation et évaluation dans le domaine économique, social et environnemental	661 639 000	661 639 000	220 000 000	220 000 000	—	30 000 000	5 500 000	5 500 000	887 139 000	917 139 000
Avis, recommandations et élaboration des rapports et des études	—	—	128 039 000	128 039 000	—	10 000 000	5 500 000	5 500 000	133 539 000	143 539 000
Administration générale	661 639 000	661 639 000	91 961 000	91 961 000	—	20 000 000	—	—	753 600 000	773 600 000
Total des crédits mis à la disposition de la présidente du Conseil national économique, social et environnemental	661 639 000	661 639 000	220 000 000	220 000 000	—	30 000 000	5 500 000	5 500 000	887 139 000	917 139 000

Décret exécutif n° 25-46 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Haut conseil islamique.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de cent quatre-vingt-et-onze millions deux cent cinq mille dinars (191.205.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de cent quatre-vingt-et-onze millions deux cent cinq mille dinars (191.205.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Haut conseil islamique, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le Président du Haut conseil islamique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du Président du Haut conseil islamique

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion des prescriptions religieuses islamiques	119 000 000	119 000 000	72 205 000	72 205 000	—	—	—	—	191 205 000	191 205 000
Encouragement et promotion de l'Ijtihad	4 500 000	4 500 000	31 000 000	31 000 000	—	—	—	—	35 500 000	35 500 000
Administration générale	114 500 000	114 500 000	41 205 000	41 205 000	—	—	—	—	155 705 000	155 705 000
Total des crédits mis à la disposition du Président du Haut conseil islamique	119 000 000	119 000 000	72 205 000	72 205 000	—	—	—	—	191 205 000	191 205 000

Décret exécutif n° 25-47 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent trente sept millions trois cent quatre-vingt-seize mille dinars (437.396.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre cent trente sept millions trois cent quatre-vingt-seize mille dinars (437.396.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Haut Conseil de la langue arabe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion et généralisation de la langue arabe	145 000 000	145 000 000	52 896 000	52 896 000	239 000 000	239 000 000	500 000	500 000	437 396 000	437 396 000
Activités du Haut Conseil de la Langue Arabe	71 000 000	71 000 000	31 006 000	31 006 000	220 000 000	220 000 000	500 000	500 000	322 506 000	322 506 000
Administration générale	74 000 000	74 000 000	21 890 000	21 890 000	19 000 000	19 000 000	—	—	114 890 000	114 890 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Haut Conseil de la Langue Arabe	145 000 000	145 000 000	52 896 000	52 896 000	239 000 000	239 000 000	500 000	500 000	437 396 000	437 396 000

Décret exécutif n° 25-48 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil National des Droits de l'Homme.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent cinquante-huit millions cinq cent quarante mille dinars (258.540.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent cinquante-huit millions cinq cent quarante mille dinars (258.540.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil National des Droits de l'Homme, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil National des Droits de l'Homme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil National des Droits de l'Homme

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Droits de l'Homme	181 231 000	181 231 000	75 309 000	75 309 000	—	—	2 000 000	2 000 000	258 540 000	258 540 000
Promotion et protection des droits de l'Homme	29 976 000	29 976 000	35 000 000	35 000 000	—	—	2 000 000	2 000 000	66 976 000	66 976 000
Administration générale	151 255 000	151 255 000	40 309 000	40 309 000	—	—	—	—	191 564 000	191 564 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil National des Droits de l'Homme	181 231 000	181 231 000	75 309 000	75 309 000	—	—	2 000 000	2 000 000	258 540 000	258 540 000

Décret exécutif n° 25-49 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent trois mille dinars (284.403.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent trois mille dinars (284.403.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promouvoir le développement national durable par les sciences et les technologies	183 383 000	183 383 000	99 020 000	99 020 000	—	—	2 000 000	2 000 000	284 403 000	284 403 000
La consultation et l'expertise dans le domaine des sciences et des technologies	55 015 000	55 015 000	64 363 000	64 363 000	—	—	2 000 000	2 000 000	121 378 000	121 378 000
Administration générale	128 368 000	128 368 000	34 657 000	34 657 000	—	—	—	—	163 025 000	163 025 000
Total des crédits mis à la disposition du président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies	183 383 000	183 383 000	99 020 000	99 020 000	—	—	2 000 000	2 000 000	284 403 000	284 403 000

Décret exécutif n° 25-50 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de deux cent vingt-quatre millions quatre cent soixante-douze mille dinars (224.472.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de deux cent vingt-quatre millions quatre cent soixante-douze mille dinars (224.472.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Développement de la recherche scientifique et technologique	177 372 000	177 372 000	47 100 000	47 100 000	—	—	—	—	224 472 000	224 472 000
Activité du Conseil	53 212 000	53 212 000	14 130 000	14 130 000	—	—	—	—	67 342 000	67 342 000
Administration générale	124 160 000	124 160 000	32 970 000	32 970 000	—	—	—	—	157 130 000	157 130 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies	177 372 000	177 372 000	47 100 000	47 100 000	—	—	—	—	224 472 000	224 472 000

Décret exécutif n° 25-51 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de quatre cent quinze millions cent cinquante mille dinars (415.150.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de quatre cent quinze millions cent cinquante mille dinars (415.150.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président de l'Observatoire national de la société civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de la société civile	308 150 000	308 150 000	107 000 000	107 000 000	—	—	—	—	415 150 000	415 150 000
Promotion de l'action de la société civile	165 728 000	165 728 000	78 300 000	78 300 000	—	—	—	—	244 028 000	244 028 000
Administration générale	142 422 000	142 422 000	28 700 000	28 700 000	—	—	—	—	171 122 000	171 122 000
Total des crédits mis à la disposition du président de l'Observatoire national de la société civile	308 150 000	308 150 000	107 000 000	107 000 000	—	—	—	—	415 150 000	415 150 000

Décret exécutif n° 25-52 du 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025 portant répartition des autorisations d'engagement et des crédits de paiement ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse.

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 112-5° et 141 (alinéa 2) ;

Vu la loi organique n° 18-15 du 22 Dhou El Hidja 1439 correspondant au 2 septembre 2018, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 24-08 du 22 Joumada El Oula 1446 correspondant au 24 novembre 2024 portant loi de finances pour 2025 ;

Vu le décret présidentiel n° 23-404 du 27 Rabie Ethani 1445 correspondant au 11 novembre 2023 portant nomination du Premier ministre ;

Décète :

Article 1er. — Les autorisations d'engagement d'un montant de un milliard cent six millions trois cent trente-cinq mille dinars (1.106.335.000 DA) et les crédits de paiement d'un montant de un milliard cent vingt-six millions deux cent trente-cinq mille dinars (1.126.235.000 DA) ouverts, au titre du budget de l'Etat, par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse, sont répartis conformément à l'état annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des finances et le président du Conseil supérieur de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1446 correspondant au 9 janvier 2025.

Mohamed Ennadir LARBAOUI.

ETAT ANNEXE

Répartition des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) ouverts, au titre du budget de l'Etat,
par la loi de finances pour 2025, mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse

En DA

Intitulés des programmes et sous-programmes	Titre 1 : Dépenses de personnel		Titre 2 : Dépenses de fonctionnement des services		Titre 3 : Dépenses d'investissement		Titre 4 : Dépenses de transfert		Total	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Promotion de la jeunesse	765 535 000	765 535 000	300 000 000	300 000 000	40 800 000	60 700 000	—	—	1 106 335 000	1 126 235 000
Activités du Conseil	655 535 000	655 535 000	250 000 000	250 000 000	—	—	—	—	905 535 000	905 535 000
Administration générale	110 000 000	110 000 000	50 000 000	50 000 000	40 800 000	60 700 000	—	—	200 800 000	220 700 000
Total des crédits mis à la disposition du président du Conseil supérieur de la jeunesse	765 535 000	765 535 000	300 000 000	300 000 000	40 800 000	60 700 000	—	—	1 106 335 000	1 126 235 000